



Saint-Saphorin, le 24 février 2020

Municipalité  
de  
St-Saphorin  
(Lavaux)

N/réf. : 102.1003



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture



Lavaux, vignoble en terrasses  
• inscrit sur la Liste  
• du patrimoine mondial  
• en 2007

## **AU CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-SAPHORIN**

### **Préavis municipal no 395**

### **Modification de l'article 86bis du nouveau Règlement de police**

---

Date de la séance de la commission ad hoc :

Mercredi 4 mars 2020, à 20h30,  
salle de Municipalité

Madame la Présidente,  
Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers,

Votre Conseil a approuvé les préavis municipaux nos 386 et 388 relatifs à la modification de plusieurs articles du nouveau règlement de police entièrement révisé.

Le Conseil d'Etat a récemment adopté un règlement concernant l'interdiction de survol de périmètres déterminés par des aéronefs sans occupants de poids inférieur à 30 kg. Aussi, l'article 86bis de notre nouveau règlement de police doit être adapté.

Nous suggérons la correction suivante :

#### **Article 86bis - Drone**

Version actuelle à réviser	Proposition de modification
<p>1. L'utilisation d'aéronefs sans occupant d'un poids allant jusqu'à 30 kg est interdite:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) à moins de 5 km des pistes d'un aérodrome civil ou militaire,</li><li>b) dans les aérodromes sans zone de contrôle active, s'ils dépassent une hauteur de 150 m. au-dessus du sol,</li><li>c) à moins de 100m de rassemblement de personnes en plein air autres que les manifestations publiques d'aviation mentionnée à l'art. 4 OACS,</li><li>d) à moins de 300m des bâtiments publics et notamment des établissements pénitentiaires et autres bâtiments utilisés pour le pouvoir judiciaire.</li><li>e) au-dessus des réserves d'oiseaux d'eau et de migrateurs d'importance internationale et nationale.</li></ul> <p>2. Des exceptions peuvent être accordées si elles ne mettent pas en danger les autres utilisateurs de l'espace aérien ou les tiers au sol. L'autorisation est délivrée par l'organe de contrôle de la circulation aérienne, en accord avec le chef d'aérodrome, pour les aérodromes avec services du contrôle de la circulation aérienne pour les restrictions prévues aux ch. a et b. S'agissant de la restriction au ch. c, l'autorisation de l'OFAC est nécessaire. La police peut exceptionnellement délivrer une autorisation de s'approcher des bâtiments publics pour autant que la sécurité des personnes et des biens le permette.</p>	<p>Outre les interdictions de survol prévues par le droit fédéral, l'utilisation d'aéronefs sans occupant d'un poids allant jusqu'à 30 kg est interdite à moins de 300 m. des zones bâties et des espaces de loisirs largement fréquentés.</p> <p>Des dérogations exceptionnelles peuvent être accordées par la Municipalité pour autant que la sécurité des personnes et des biens au sol le permette.</p>

<p>3. L'utilisation d'aéronefs sans occupant d'un poids allant jusqu'à 30 kg est soumise à autorisation de la Municipalité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) sur l'ensemble des zones bâties, notamment les quartiers d'habitation et les routes,</li> <li>b) sur les terrains de sport,</li> <li>c) sur les places de jeux,</li> <li>d) sur les aires de repos.</li> </ul> <p>4. La Municipalité délivre les autorisations en tenant compte notamment de la sécurité des personnes et des biens au sol. Les autorisations peuvent être assorties de conditions.</p> <p>5. Celui qui utilise un modèle réduit d'aéronefs d'un poids allant jusqu'à 30 kg doit avoir constamment un contact visuel direct avec celui-ci et pouvoir en assurer la conduite en tout temps.</p> <p>6. L'exploitant d'un modèle de plus de 500g doit conclure une assurance responsabilité civile d'une somme d'un million au moins afin de garantir les prétentions des tiers au sol.</p> <p>7. Pour le surplus, les dispositions en matière de protection des données ainsi que les dispositions fédérales sur les aéronefs sont réservées.</p>	
--	--

Les autres points du règlement restent inchangés.

## CONCLUSIONS

Vu ce qui précède, la Municipalité demande à ce qu'il plaise au Conseil communal :

- vu le présent préavis
- ouï le rapport de la commission chargée de l'examen de cet objet
- considérant que l'objet a été porté à l'ordre du jour


## LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE

- de modifier l'article 86bis concernant les drones tel que précisé dans le présent préavis ;
- de fixer l'entrée en vigueur du nouveau règlement de police modifié dès son approbation par la Cheffe du Département des institutions et de la sécurité.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

LE SYNDIC :

LA SECRETAIRE :

  
G. Vallé



L. Negro-Chochard

Membre de la Municipalité à disposition de la commission : M. Mauro Contardo